UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

Les missions des secrétaires nationaux définies

Les missions des membres du secrétariat national de l'UGTA, issus du 11e congrès national, sont connues depuis hier. La répartition des tâches a été assurée par le secrétaire général, après deux réunions consécutives tenues sous sa présidence les 25 et 26 août derniers.

Abder Bettache (Alger Le Soir) - Cette première rencontre organique a été également marquée par une déclaration rendue publique et portant la signature du nouveau secrétaire national chargé de l'information, Abdelkader Malki en l'occurrence.

Ce dernier, qui était à la tête du département des relations publiques lors de son mandat précédent, a été remplacé par Ahmed Ghettiche, ex-secrétaire général de l'Union de wilaya de Médéa et actuellement député de la formation d'Ahmed Ouyahia.

Cependant, la grosse surprise est celle relative à l'attribution du département de l'organique. En effet, contre toute attente, ce poste, très convoité, a été attribué à un syndicaliste des Hauts-Plateaux (SG de l'UW de Sétif), à savoir Maïza Hocine, en remplacement de Salah Djenouhat. Ce dernier, également député du RND, a été désigné à la tête du département des finances, administration et patrimoine.

Selon un extrait du procès-verbal de la réunion du secrétariat national, dont *Le Soir d'Algérie* a obtenu une copie et portant la signature de Abdelmadjid Sidi-Saïd, «le frère Salah Djenouhat s'est désisté de la responsabilité du département organique. Cette sagesse permet d'apprécier la hauteur de cette attitude».

Dans les autres départements, on y trouve Telli Achour, actuel SG de la Fédération gaz et électricité, aux conflits sociaux, l'ex-SG de la FNTE et actuel SG de l'Union de wilaya de Sidi-Bel-Abbès, Abdelkader Djebbar, a été, quant à lui, désigné à la tête du département de la Fonction publique. Dans le registre des nouveaux arrivés, on trouve Mustapha El Hadj au département de l'économie et études, Seguar Slimane à la solidarité et l'action sociale et Hamarnia Tayeb en charge des relations extérieures et émigration.

Pour leur part, Adjabi Salah et Benmouhoub El Hachemi, qui ont été reconduits au secrétariat national à l'occasion de la dernière réunion de la CEN, retrouvent les postes qu'ils ont occupés lors du précédent mandat. Il est à noter que lors de cette réunion, la question relative au poste de secrétaire général adjoint n'a pas été abordée. Selon une source syndicale sûre, «elle sera tranchée à l'occasion de la rédaction du nouveau règlement intérieur de l'organisation qui sera soumis pour approbation aux membres de la CEN».

Photo: Samir Sid

Les tâches réparties par Sidi Saïd.

D'ailleurs, c'est cette même instance qui aura à se prononcer sur le programme d'action qui lui sera soumis par le secrétariat national.

A ce propos, il est à noter que la déclaration rendue publique hier par le secrétariat national de l'UGTA a évoqué le mois de ramadan où elle «a lancé un appel à tous les commerçants pour contribuer au bien-être des citoyens durant ce mois sacré». Sur un autre plan, l'UGTA a saisi cette opportunité «pour dénoncer le terrorisme barbare» et a salué le rôle des forces de sécurité dans le combat permanent qu'elles mènent contre ce fléau», tout en «demandant aux travailleurs de rester mobilisés et vigilants face aux actes terroristes».

A. B

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION RESTE INFLEXIBLE DEVANT LEUR REVENDICATION

Le rassemblement des enseignants contractuels violemment réprimé

Violente était la riposte des services de l'ordre au rassemblement que devaient tenir, hier, les enseignants contractuels devant le siège de la présidence de la République, à El Mouradia.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) – Des cris de femmes violemment bousculées, des commerçants qui baissaient soudainement rideau et des passants choqués par la répression qui s'était abattue sur une quarantaine d'enseignants contractuels rassemblés devant le siège de la présidence pour réclamer leur droit au respect de leurs sacrifices. Telle était l'ambiance qui régnait, hier matin, au quartier d'El Mouradia, à une dizaine de mètres du siège de la présidence.

L'intervention des forces de l'ordre pour disperser les manifestants était, en effet, des plus violentes. En quelques minutes seulement, une vingtaine d'enseignants ont été embarqués dans les voitures de la police, stationnées sur place.

Cette fois-ci et, contrairement au rassemblement de mardi dernier, les services de sécurité ont arrêté aussi bien des hommes que des femmes parmi la quarantaine de manifestants, venus de différentes régions du pays. Les anciens grévistes de la faim ont, eux aussi, rejoint la manifestation.

Le silence qui régnait dans ce quartier de la capitale hyper-protégé a été brusquement rompu par les chants des protestants, puis par leurs cris et pleurs devant les matraques des policiers.

En voulant aller plus loin, une enseignante tomba par terre, faillant se blesser. L'ordre avait été donné d'empêcher le sit-in des enseignants à tout prix. Interdiction faite aussi aux photographes d'utiliser leurs appareils photo.

Devant l'entêtement des protestants à aller jusqu'au bout de leur action, on fera appel à quelques éléments des forces anti-émeutes pour intervenir.

Photo: Djallel B.

Une intervention des plus répressives.

Les manifestants seront ainsi conduits dans une ruelle où ils pouvaient être facilement maîtrisés. Mais ils ne céderont pas, tentant de revenir une deuxième fois à la présidence.

La police procédera à d'autres arrestations. Au total, ce sont plus d'une vingtaine de personnes qui ont arrêtées, parmi elles des syndicalistes appartenant à des organisations autres que le Cnec (Conseil national des enseignants contractuels).

Réduit à cinq personnes, le groupe de manifestants était contraint d'abandonner la lutte, se laissant conduire dans les voitures de police, loin du siège de la présidence.

Selon un représentant du Snapap, les services de sécurité ont adopté la même stratégie que lors des précédents rassemblements.

Des manifestants ont été empêchés de rejoindre leurs collègues, au niveau des stations de bus à travers la ville d'Alger, selon les dires du représentant du Snapap. Pour rappel, les 55 grévistes de la faim, qui a débuté le 14 juillet dernier, avaient élu domicile au siège du Snapap. Ces derniers avaient, rappelons-le, suspendu leur grève après 40 jours.

La dégradation de leur état de santé est à l'origine de la suspension de leur action qui se poursuivra probablement après le mois de ramadan.

Tout dépendra de la suite que réservera le ministre de l'Education nationale à leur requête qu'il a déjà jugée irrecevable.

Benbouzid est resté jusque-là inflexible à leur demande d'intégration sans passer par la voie du concours.

Son refus d'ouvrir le dialogue avec cette catégorie d'enseignants risque de provoquer un vaste mouvement de protestation au sein de la famille de l'éducation, menacent les syndicats autonomes, à leur tête le Cnapest et le CLA qui ont accordé un large soutien aux grévistes de la faim depuis le début de la crise.

L. M.